POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017

CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence: C.N.829.2009.TREATIES-4 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961 NEW YORK, 8 AOÛT 1975

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) : PROPOSITION D'AMENDEMENTS À L'ALINÉA C) DU PARAGRAPHE 1 ET À L'ALINÉA E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49¹

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 3 septembre 2009, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 28 août 2009 de la Mission permanente d'Égypte auprès des Nations Unies, adressée au Bureau des affaires juridiques concernant cette question. Le Secrétaire général a ensuite communiqué au Conseil, par voie d'une note du Secrétaire général, la note verbale reçue de la Mission permanente d'Égypte.

Le 11 novembre 2009, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document du Conseil ci-joint E/2009/116 en date du 9 octobre 2009, pour diffusion à tous les États parties.

Le 19 novembre 2009



¹ Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e)).

Attention: Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont actuellement publiées en formats papier et électronique. Les missions permanentes auprès des Nations Unies peuvent consulter les notifications dépositaires à l'adresse électronique suivante : missions@un.int. Ces notifications sont également disponibles sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse http://treaties.un.org, où les personnes intéressées peuvent souscrire au nouveau service automatisé d'abonnement pour recevoir directement des notifications dépositaires par courriel. Les missions permanentes sont invitées à se procurer les notifications dépositaires mises à leur disposition au bureau NL-300.



经济及社会理事会

Distr.: General 9 October 2009 Chinese

Original: English

2009 年实质性会议续会 2009 年 10 月 8 日, 纽约 议程项目 14(d)

社会和人权问题: 麻醉药品

级《修定 1061 年麻蔽只盖上公约的沙宁书》修正的 106

经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的 1961 年 《麻醉品单一公约》(1975 年 8 月 8 日, 纽约)

玻利维亚对第四十九条第一款(3)项和第二款(5)项的拟议修正案

秘书长的说明

经济及社会理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中,注意到秘书长关于对多民族玻利维亚国政府关于修正经 1972 年《议定书》修正的 1961 年《麻醉品单一公约》 第四十九条第一款(3)项和第二款(5)项的提议的说明, 一决定根据经修正的《公约》第四十七条第一款,启动该条第一款(2)项规定的程序,其中要求各缔约国表示是否接受所提议之修正案,并向经济及社会理事会提出关于此项提议的意见。

在 2009 年 7 月 30 日保存人通报 3 中,秘书长以保存人的名义向《公约》缔约方转递理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2009 年 8 月 28 日埃及常驻联合国代表团的普通照会 (见附件)。

E/2009/78.

² 联合国,《条约汇编》,第 976 卷,第 14152 号。

C. N. 474, 2009, TREATIES, 3.

附件

2009年8月28日埃及常驻联合国代表团给法律事务厅的普通照会

阿拉伯埃及共和国常驻联合国代表团向联合国法律事务厅致意,谨提及 E/2009/78 号文件所载的秘书长说明,其中涉及多民族玻利维亚国政府关于修正 经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的 1961 年《麻醉品单一公约》 (1975 年 8 月 8 日,纽约) 第四十九条第一款 (3) 项和第二款 (5) 项的提议,特通知以下情况,在把拟议修正案转发阿拉伯埃及共和国有关当局传阅后,埃及代表团 获悉,古柯叶已列入 1960 年关于管制麻醉品和规范其使用和贸易的《第 182 号国内法》附则 5,其中规定:古柯叶因对人体健康造成不利影响,列为阿拉伯埃及共和国禁止种植的作物之一。在这方面,阿拉伯埃及共和国有关当局拒绝接受这项拟议修正案。

United Nations E/2009/116



Economic and Social Council

Distr.: General 9 October 2009

Original: English

Resumed substantive session of 2009

New York, 8 October 2009 Agenda item 14 (d)

Social and human rights questions: narcotic drugs

Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)

Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)

Note by the Secretary-General

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol, decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a Depositary Notification³ dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 28 August 2009 from the Permanent Mission of Egypt to the United Nations (see annex).

¹ E/2009/78.

² United Nations, Treaty Series, vol. 976, No. 14152.

³ C.N.474,2009.TREATIES.3.

Annex

Note verbale dated 28 August 2009 from the Permanent Mission of Egypt to the United Nations addressed to the Office of Legal Affairs

The Permanent Mission of the Arab Republic of Egypt to the United Nations presents its compliments to the Office of Legal Affairs of the United Nations and, with reference to the note by the Secretary-General contained in document E/2009/78 regarding the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975), has the pleasure to inform that following the transmission of the suggested amendments to the relevant authorities of the Arab Republic of Egypt, the Mission has been informed that coca leaf is included in schedule no. 5 of National Law 182 of 1960 regarding the control of narcotics and the regulation of their use and trade, which states that coca leaf is one of the crops prohibited for cultivation in the Arab Republic of Egypt due to its negative effect on human health. In this regard, the authorities of the Arab Republic of Egypt reject the proposed amendment.

Nations Unies E/2009/116



Conseil économique et social

Distr. générale 9 octobre 2009 Français

Original: anglais

Reprise de la session de fond de 2009 New York 8 octobre 2009 Point 14 d) de l'ordre du jour Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme : stupéfiants

> Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (New York, 8 août 1975)

Propositions de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49

Note du Secrétaire général

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication diffusée par le Secrétaire général¹ au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie, tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972², a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972², d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de cet article, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi les prie de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux Parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification de dépôt datée du 30 juillet 2009.

¹ E/2009/78.

² Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 976, nº 14152.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social le texte d'une note verbale de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies datée du 28 août 2009 (voir annexe).

Annexe

Note verbale datée du 28 août 2009, adressée au Bureau des affaires juridiques par la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation présente ses compliments au Bureau des affaires juridiques de l'Organisation et, se référant à la note du Secrétaire général contenue dans le document E/2009/78 concernant la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole portant amendement de la Convention (New York, 8 août 1975), a le plaisir de lui faire savoir qu'après avoir transmis les modifications proposées aux autorités compétentes de la République arabe d'Égypte, elle a été informée que la feuille de coca figure au tableau n° 5 de la loi nationale 182 de 1960 relative au contrôle des stupéfiants et à la réglementation de leur utilisation et de leur commerce, qui la range parmi les plantes dont la culture est interdite en République arabe d'Égypte en raison de leurs effets nocifs sur la santé humaine. En conséquence, les autorités de la République arabe d'Égypte rejettent la modification proposée.



Distr.: General 9 October 2009

Russian

Original: English

Возобновленная основная сессия 2009 года Нью-Йорк, 8 октября 2009 года Пункт 14(d) повестки дня Социальные вопросы и вопросы прав человека: наркотические средства

Единая конвенция о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом о поправках к Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)

Предложение Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(c) и 2(e) статьи 49

Записка Генерального секретаря

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря по поводу предложения Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года постановил, в соответствии с пунктом 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, начать процедуры, предусмотренные в пункте 1(b) этой статьи, в котором говорится, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Генеральный секретарь, действуя в качестве депозитария, препроводил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении³ от 30 июля 2009 года.

LE/2009/78.

² United Nations, Treaty Series, vol. 976, No. 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.

Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства Египта при Организации Объединенных Наций от 28 августа 2009 года (см. приложение).

Приложение

Вербальная нота Постоянного представительства Египта при Организации Объединенных Наций от 28 августа 2009 года в адрес Управления по правовым вопросам

Постоянное представительство Арабской Республики Египет при Организации Объединенных Наций свидетельствует свое уважение Управлению по правовым вопросам Организации Объединенных Наций и, ссылаясь на записку Генерального секретаря, содержащуюся в документе Е/2009/78, по поводу предложения правительства Многонационального Государства Боливия внести поправки в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом о поправках к Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года), с удовлетворением сообщает, что, после того как предлагаемые поправки были переданы соответствующим ведомствам Арабской Республики Египет, Представительство было проинформировано о том, что лист кока включен в перечень № 5 Национального закона № 182 1960 года о контроле над наркотическими средствами и регулировании их использования и продажи, в котором говорится, что лист кока — это одна из культур, выращивание которой в Арабской Республике Египет запрещено ввиду ее пагубных последствий для здоровья человека. В связи с этим власти Арабской Республики Египет отвергают предлагаемую поправку.

Naciones Unidas E/2009/116



Consejo Económico y Social

Distr. general 9 de octubre de 2009 Español

Original: inglés

Continuación del período de sesiones sustantivo de 2009 Nueva York, 8 de octubre de 2009 Tema 14 d) del programa Cuestiones sociales y de derechos humanos: estupefacientes

> Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de Modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975)

Propuesta de enmiendas al apartado c) del inciso 1 y el apartado e) del inciso 2 del artículo 49 presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia

Nota del Secretario General

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General¹ sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar los apartados 1 c) y 2 e) del artículo 49 de la Convención Única sobre Estupefacientes de 1961, modificada por el Protocolo de 1972² decidió, de conformidad con lo dispuesto en el inciso 1 del artículo 47 de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el apartado b) del inciso 1 de ese artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de la misma.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario³ de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General comunica por la presente al Consejo Económico y Social una nota verbal de fecha 28 de agosto de 2009 enviada por la Misión Permanente de Egipto ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

¹ E/2009/78.

² Naciones Unidas, Treaty Series, vol. 976, núm. 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.

Anexo

Nota verbal de fecha 28 de agosto de 2009 dirigida a la Oficina de Asuntos Jurídicos por la Misión Permanente de Egipto ante las Naciones Unidas

La Misión Permanente de la República Árabe de Egipto ante las Naciones Unidas saluda atentamente a la Oficina de Asuntos Jurídicos de las Naciones Unidas y, refiriéndose a la nota del Secretario General contenida en el documento E/2009/78, relativa a la propuesta de enmiendas del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia al apartado c) del inciso 1 y al apartado e) del inciso 2 del artículo 49 de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de Modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975), tiene el honor de informar de que, después de haberse transmitido las enmiendas propuestas a las autoridades pertinentes de la República Árabe de Egipto, se ha comunicado a la Misión que la hoja de coca figura en el apéndice núm. 5 de la Ley Nacional 182 de 1960 sobre el control de los estupefacientes y la regulación de su uso y comercio. En ese apéndice se afirma que la hoja de coca es uno de los cultivos prohibidos en la República Árabe de Egipto por sus efectos nocivos para la salud humana. Así pues, las autoridades de la República Árabe de Egipto rechazan la enmienda propuesta.

Distr.: General 9 October 2009 Arabic

Original: English

المجلس الاقتصادي والاجتماعي

الدورة الموضوعية المستأنفة لعام ٢٠٠٩

نيويورك، ٨ تشرين الأول/أكتوبر ٢٠٠٩

البند ١٤ (د) من جدول الأعمال

المسائل الاجتماعية ومسائل حقوق الإنسان: المخدرات

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١ (نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

مقترح مقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات على الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

إن الاقتصادي والاحتماعي، إذ يحيط علما في مقرره ٢٠٠٩ المورخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٨ بمذكرة الأمين العام (١) بشأن اقتراح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (ه) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمحدرات لسنة ١٩٦١، بصيغتها المعدلة بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢ (١)، قرر، وفقا للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية المعدلة، أن يشرع في الإحراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح ودعوتما أيضا إلى موافاة المحلس الاقتصادي والاجتماعي بأية ملاحظات على الاقتراح.

[.]E/2009/78 (1)

⁽٢) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.

وأبلغ الأمين العمام، بمصفته الوديم، الأطراف في الاتفاقية بمنص مقرر المحلس . ٢٠٠٩ في إخطار إيداع^(٣) مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

ويبلغ الأمين العام المحلس بموحب هذا بمذكرة شفوية مؤرخة ٢٨ آب/أغسطس ٢٠٠٩ من البعثة الدائمة لمصر لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

[.]C.N.474.2009.TREATIES.3 (T)

المرفق

مذكرة شفوية مؤرخة ٢٨ آب/أغسطس ٢٠٠٩ موجهة إلى مكتب الشؤون القانونية من البعثة الدائمة لمصر لدى الأمم المتحدة

قدي البعثة الدائمة لجمهورية مصر العربية لدى الأمم المتحدة تحياتها إلى مكتب السنوون القانونية بالأمم المتحدة، وبالإشارة إلى منذكرة الأمين العام الواردة في الوثيقة E/2009/78 بخصوص الاقتراح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمحدرات لسنة ١٩٦١، بصيغتها المعدلة بموجب البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمحدرات لسنة ١٩٦١ (نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)، تتشرف بأن تحيطكم علما بأنه عقب إحالة التعديلات المقترحة إلى السلطات المختصة بجمهورية مصر العربية، أبلغت البعثة بأن أوراق الكوكا مدرجة في الجدول رقم ٥ من القانون الوطني ١٨٦ لعام ١٩٦٠ بشأن مراقبة المحدرات وتنظيم استعمالها وتجارتها، الذي ينص على أن أوراق الكوكا هي أحد المحاصيل المحظور زراعتها في جمهورية مصر العربية بسبب أثرها السلبي على صحة الإنسان.

وفي هذا الصدد، ترفض سلطات جمهورية مصر العربية التعديل المقترح.